

[Français]

LE BUDGET

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Dans son Budget, le gouvernement entend consacrer 3,5 milliards de dollars aux producteurs céréaliers de l'Ouest pour compenser l'abolition de la subvention du Nid-de-Corbeau de près de 600 millions de dollars par année. Cette aide contribuera directement à la diversification de la production agricole de l'Ouest.

Dans le contexte budgétaire actuel, comment le gouvernement libéral peut-il justifier qu'il remplace une subvention au transport des grains de 560 millions de dollars par des compensations financières et des garanties totalisant 3,5 milliards de dollars?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous prenons un certain nombre de mesures en matière agricole en ce qui concerne la LTGO et les subventions à la production laitière. Je rappelle aux députés qu'il s'agit de deux secteurs bien distincts. Hier, le Parti réformiste a posé une question du même ordre, mais d'un point de vue différent.

Nous collaborons avec les deux groupes de producteurs concernés pour que tout se passe correctement. Nous abordons la question des subventions à la production laitière tout à fait différemment de celle des subventions au transport du grain. En collaborant avec ces deux groupes, nous allons continuer d'annoncer des mesures pour réduire les subventions et aider les producteurs en conséquence.

[Français]

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Monsieur le Président, je vous rappelle que c'est un ratio de 6 pour 1. Comment le gouvernement libéral peut-il justifier l'iniquité qui prive les producteurs de l'Est de toute forme de compensation alors qu'ils seront les premières victimes de la concurrence des producteurs agricoles de l'Ouest subventionnés par le gouvernement fédéral pour diversifier leur production?

[Traduction]

M. Lyle Vanclief (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je rappelle au député de Frontenac que les modifications à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest se feront une fois pour toutes. À compter du 1^{er} août prochain, les subventions au transport du grain de l'Ouest seront chose du passé. À cette date, les subventions à la production laitière—une des choses dont s'inquiète le député—seront encore de 85 p. 100 du montant actuel.

Les modifications prévues au budget pour l'agriculture et l'agroalimentaire sont justes et équitables, et elles seront efficaces.

Questions orales

Je rappelle aussi au député que le Québec n'a pas été indûment touché par le budget. Si je prends l'exemple des services de recherche, les réductions de personnel au Québec à la fin de...

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre.

* * *

LE BUDGET

Mme Karen Kraft Sloan (York—Simcoe, Lib.): Monsieur le Président, en critiquant notre budget et notre façon de gérer l'économie, le Parti réformiste laisse entendre que le Canada ne pourra soutenir le taux de croissance économique nécessaire pour atteindre son objectif de réduction du déficit.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances pourrait-il présenter aux prophètes de malheur d'en face les données et chiffres réels sur la croissance économique du Canada?

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux que la députée de York—Simcoe soulève cette question, car elle me permet de dire à la Chambre qu'en réalité, l'économie progresse très bien.

Cette semaine, Statistique Canada a dit que notre situation s'est améliorée et que nous avons connu le taux de croissance le plus rapide en cinq ans. Celui-ci a été de 4,5 p. 100 au cours de l'année. Pour la première fois en 40 ans, nous sommes maintenant concurrentiels avec les États-Unis à tous les niveaux, et c'est pour cette raison que nos exportations sont le moteur de notre économie.

Mais ce qui importe surtout—et tous les députés s'en réjouissent—c'est que la confiance des consommateurs est enfin à la hausse. Avec l'augmentation de 7 p. 100 des ventes au détail, tous les Canadiens ont maintenant l'impression de participer à ce renouveau.

* * *

• (1140)

LES PENSIONS

M. Jim Silye (Calgary—Centre, Réf.): Monsieur le Président, n'oublions pas ce que nous avons appris aujourd'hui, à savoir que les libéraux définissent maintenant les réductions des dépenses comme une meilleure façon de faire les choses.

Le régime de retraite à deux niveaux des libéraux, qui est enrichi pour les uns, mais allégé pour les autres, continuera de faire des millionnaires des ministres défaits. Lundi, le président du Conseil du Trésor a reconnu le fait que les députés versent à leur régime de retraite des cotisations qui représentent le double de celles que les travailleurs versent au leur dans le secteur privé. Il a dit cela à la Chambre.

Comment le gouvernement libéral peut-il justifier cette politique de deux poids, deux mesures qui consiste à demander aux Canadiens de faire des sacrifices alors que la plupart des ministres continuent de se remplir les poches?

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, c'est bizarre que les députés du tiers parti parlent de